



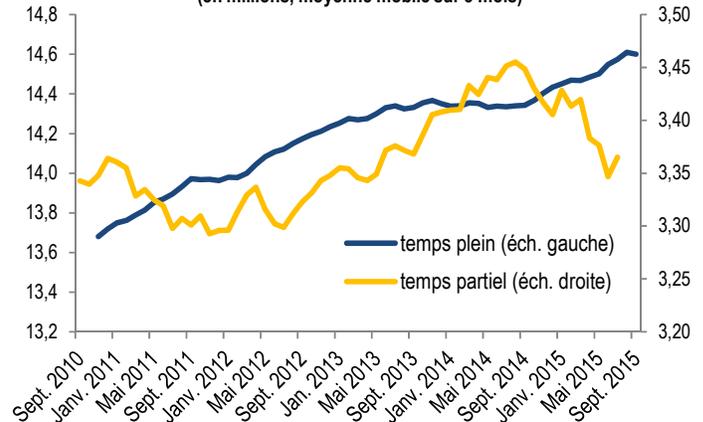
Le marché de l'emploi canadien est-il en transition?

Le 21 octobre, la Banque du Canada a laissé son taux cible de financement à un jour inchangé à 0,5 %. Cette décision de la banque centrale s'explique essentiellement par l'existence d'« ajustements complexes [qui] prendront beaucoup de temps »¹. Globalement parlant, ces « ajustements » consistent en un rééquilibrage de la croissance économique, entre l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, provinces dont le développement économique est axé sur les produits de base, et ce qui était autrefois la plaque tournante manufacturière du pays, soit le Canada central. Ce numéro de *L'Observateur* évalue, à partir de certains indicateurs du marché de l'emploi et certaines tendances démographiques, si l'économie canadienne est réellement en transition, suivant deux voies économiques divergentes. L'évolution des pôles de créations d'emplois, des taux de chômage et du nombre de postes vacants montrent en effet qu'une certaine adaptation est en cours et que les difficultés rencontrées dans certaines provinces semblent être compensées par les améliorations enregistrées dans d'autres. Par ailleurs, en raison du redéploiement des opportunités d'emplois entre les différentes provinces, on peut s'attendre à un transfert des flux migratoires interprovinciaux : les travailleurs qui recherchaient auparavant du travail en Alberta risquent à présent de déménager dans d'autres provinces ou plutôt de retourner plus près de leur région d'origine, là où les opportunités d'emplois commencent à devenir plus nombreuses.

Plus d'emplois à temps plein

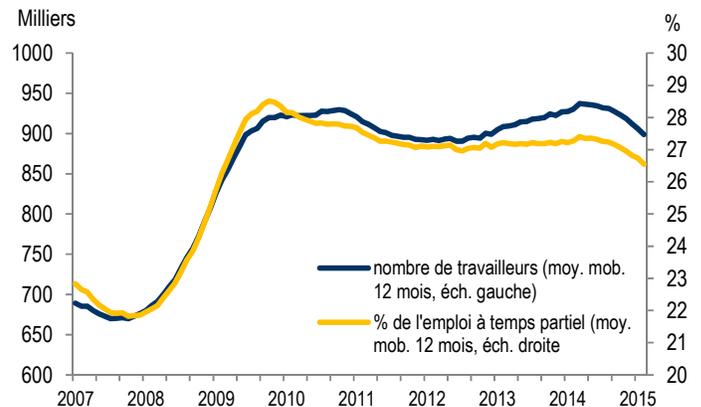
Depuis juin 2014, mois au courant duquel les prix du pétrole ont atteint pour la dernière fois un sommet, le marché canadien de l'emploi se porte relativement bien, puisque l'économie a créé 207 000 emplois nets au total. D'une certaine façon, cela laisse entendre que, malgré le choc pétrolier, les améliorations enregistrées dans certaines régions du pays surpassent la détérioration observée dans les provinces pétrolières. Deux tendances récentes du marché de l'emploi viennent conforter ce point de vue. Premièrement, la croissance de l'emploi depuis le mois de juin de l'an dernier est exclusivement le fait des emplois à temps plein, puisque les postes à temps partiel ont fortement chuté (graphique 1). Dans la mesure où les emplois à temps plein génèrent des revenus plus stables et plus élevés, la création de plus de 200 000 emplois de ce type depuis juin 2014 envoie un signal qui vient contredire les oiseaux de malheur. Deuxièmement, la baisse des postes à temps partiel enregistrée depuis la fin de 2014 s'explique essentiellement par la diminution du nombre de travailleurs à temps partiel involontaire (graphique 2). Cela peut être vu comme un élément positif dans la mesure où les travailleurs à temps partiel qui souhaitent augmenter leurs heures de travail sont souvent considérés comme sous-employés.

Figure 1- Emploi total au Canada
(en millions, moyenne mobile sur 3 mois)



Source: Statistique Canada, VMBL Recherche économique et stratégie

Figure 2 - Le travail à temps partiel involontaire



Source: Statistique Canada, VMBL Recherche économique et stratégie

Transformations régionales importantes sur le marché de l'emploi

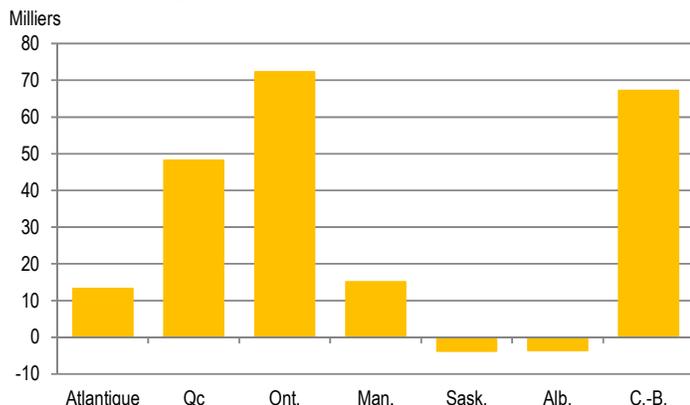
Toutefois, c'est en évaluant où ces emplois à temps plein ont été créés que la phase de « transition » par laquelle passe la croissance économique canadienne commence à apparaître. En effet, la grande majorité des emplois à temps plein créés depuis juin 2014 ont vu le jour en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique (graphique 3). De plus, comparativement aux quatre années ayant précédé le choc pétrolier, la croissance moyenne de l'emploi à temps plein au Québec et en Colombie-Britannique a beaucoup augmenté; en Ontario, elle est restée à peu près la même² (graphique 4).

¹ Banque du Canada, octobre 2015, Rapport sur la politique monétaire

² Il est à noter que la croissance moyenne de l'emploi à temps plein en Nouvelle-Écosse et au Manitoba a également augmenté depuis le choc pétrolier.

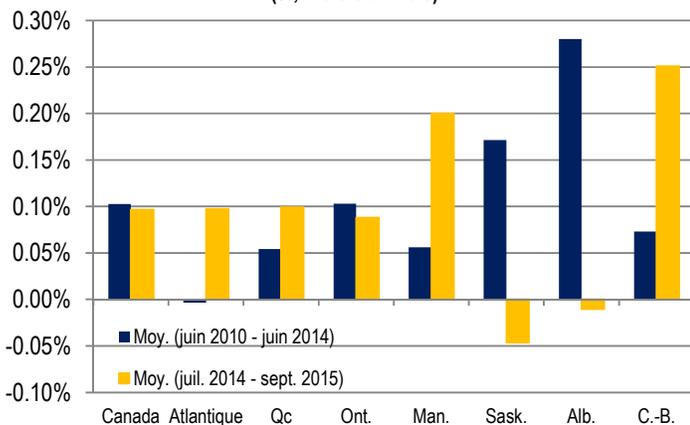
Entre 2010 et 2014, lorsque les prix du pétrole brut étaient élevés, ce sont l'Alberta et la Saskatchewan qui créaient le plus d'emplois à temps plein. Mais, depuis le mois de juin 2014, la création d'emplois dans ces provinces est au point mort.

Figure 3 - Emploi à temps plein au Canada
Changement cumulatif, juin 2014 à septembre 2015



Source: Statistique Canada, VMBL Recherche économique et stratégie

Figure 4 - Changement dans l'emploi à temps plein
(%, mois-sur-mois)



Source: Statistique Canada, VMBL Rech. économique et stratégie

On peut toutefois déplorer l'absence de créations d'emplois dans le secteur manufacturier. En Ontario, les nouveaux emplois proviennent en grande partie des secteurs de la construction, de la finance, de l'assurance, de l'immobilier et du crédit-bail et s'expliquent surtout par l'augmentation des mises en chantiers de logements collectifs de l'an dernier. Au Québec, la plupart de la création d'emplois provient du secteur des services. La Colombie-Britannique est la seule province à avoir enregistré un gain substantiel d'emplois dans le secteur manufacturier par rapport à juin 2014 (plus de 11 000). Il faudrait donc que la demande externe progresse beaucoup plus pour que l'utilisation des capacités de production industrielles augmente et que les entreprises manufacturières se mettent à embaucher massivement.

Cela dit, l'étude des tendances récentes du marché de l'emploi dans les grandes régions métropolitaines nous permet d'aller plus loin dans l'analyse.

Le tableau 1 ci-dessous illustre l'évolution du taux de chômage dans la plupart des grandes régions métropolitaines depuis juin 2014. En fonction du taux de chômage de la région, l'état du marché de l'emploi est codifié selon une échelle de couleurs, allant du vert (bon) au rouge (faible). Cela nous inspire un certain nombre d'observations.

Tout d'abord, le taux de chômage est en hausse dans les grandes villes de l'ouest. S'il reste très bas à Regina (4,3 %), il a beaucoup augmenté à Saskatoon (5,8 %), à Edmonton (5,7 %) et à Calgary (6,7 %) depuis le début de l'été 2014. À l'inverse, les régions métropolitaines densément peuplées de l'Ontario reprennent de la vigueur. Par exemple, Hamilton, Toronto et London connaissent toutes une baisse de leur taux de chômage, et la population active est soit stable (Hamilton, Toronto), soit en hausse (London).

Cela signifie que la baisse du taux de chômage dans ces villes peut être attribuée à l'accélération de la création d'emplois plutôt qu'à une diminution du nombre de gens en recherche d'emploi. La situation est un peu différente au Québec. Alors qu'à Montréal, le taux de chômage a augmenté en raison d'une hausse de la population active, à Québec, les créations d'emplois ont dépassé l'augmentation de la population active; le marché de l'emploi y est ainsi l'un de ceux qui comptent le moins de chercheurs d'emplois au Canada. Notons pour finir que le taux de chômage dans les deux principales villes de la Colombie-Britannique est relativement faible et stable. Le ralentissement économique de la Chine, où la Colombie-Britannique exporte un volume important de marchandises, n'a pas encore eu d'effets sur le marché de l'emploi de ces deux régions métropolitaines.

Tableau 1 - Taux de chômage

Régions métropolitaines de recensement

Moyenne mobile sur 3 mois

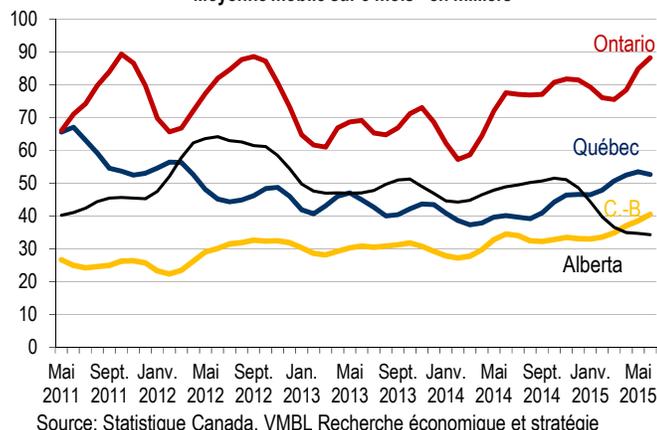
Depuis le dernier sommet des prix du pétrole

	Jun 2014		Septembre 2015
Régina	3,6	Régina	4,3
Saskatoon	4,2	Saskatoon	5,8
Edmonton	5,3	Edmonton	5,7
Calgary	5,4	Calgary	6,7
Québec	5,4	Québec	4,6
Victoria	5,5	Victoria	5,4
Vancouver	5,7	Vancouver	5,8
Halifax	5,8	Halifax	5,9
Winnipeg	5,8	Winnipeg	5,8
Hamilton	6,3	Hamilton	5,3
Kitchener	6,9	Kitchener	5,6
Canada	7,0	Canada	7,1
Ottawa	6,9	Ottawa	6,2
London	7,6	London	6,7
Sherbrooke	7,8	Sherbrooke	7,0
Toronto	7,8	Toronto	6,7
Montréal	8,2	Montréal	8,8
Windsor	9,1	Windsor	9,1

Source: Statistique Canada, VMBL Rech. écon. et stratégie

Les « adaptations » en cours dans l'économie canadienne peuvent également être considérées du point de vue des postes vacants. Les entreprises de l'Alberta directement et indirectement présentes dans le secteur de l'extraction des ressources ont commencé à se consolider et à se restructurer et, dans ce contexte, le nombre d'emplois disponibles est en baisse dans la province (graphique 5). Il s'établit actuellement à 34 000, soit le niveau le plus bas jamais enregistré, et a beaucoup baissé par rapport à l'an dernier³. Qui plus est, la diminution du nombre d'emplois disponibles est le fait de l'ensemble des secteurs, ce qui tend à prouver que l'économie est en récession cette année (nous anticipons une contraction de 0,5 % du PIB réel de l'Alberta en 2015). En revanche, les emplois vacants sont en hausse depuis le milieu de 2014 en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Dans le cas de l'Ontario, ils ont presque atteint un sommet historique en juin 2015, à 88 000. La situation a donc évolué de façon stupéfiante, si l'on considère qu'au début de 2012, le nombre de postes vacants en Alberta était presque aussi élevé qu'en Ontario. Ces modifications importantes survenues en un peu plus d'un an témoignent du rééquilibrage en cours sur le marché canadien de l'emploi.

Figure 5 - Emplois vacants
Moyenne mobile sur 3 mois - en milliers

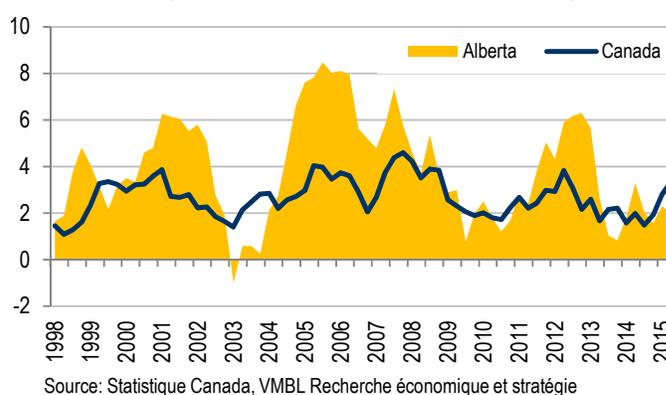


Vers une inversion des tendances migratoires interprovinciales

La mobilité de la main-d'œuvre témoigne, avec un certain décalage, mais de manière significative, du rééquilibrage de la croissance économique régionale. Elle transparaît bien dans les flux migratoires interprovinciaux. L'évolution de ces flux migratoires devrait correspondre naturellement à celle des tendances régionales en matière d'emploi. Il est souhaitable que l'économie fonctionne ainsi, car cela permet une adéquation plus efficace et plus rapide entre les travailleurs qualifiés et les emplois disponibles. Depuis 1995, la province pétrolière de l'Alberta a presque toujours enregistré des soldes migratoires interprovinciaux positifs et le développement du secteur de l'énergie y a largement contribué.

L'Alberta est d'ailleurs, avec la Colombie-Britannique, l'une des deux seules provinces canadiennes à avoir principalement connu des soldes migratoires interprovinciaux positifs (et c'est encore le cas aujourd'hui). Au cours des 20 dernières années, des travailleurs venus de la plupart des autres provinces sont venus s'installer en Alberta, attirés par la situation attrayante du marché de l'emploi, par le niveau élevé des salaires et par la croissance soutenue de la rémunération (voir graphique ci-dessous). Depuis le début de 2015, la croissance des salaires est plus élevée dans le reste du Canada qu'en Alberta, phénomène qui pourrait marquer le début d'un renversement des tendances migratoires interprovinciales.

Figure 6 - Rémunération hebdomadaire moyenne
(croissance trimestrielle en %, année-sur-année)



L'évolution des tendances interprovinciales transparaît également dans la variation des écarts de chômage provinciaux par rapport à l'Alberta. Les graphiques ci-dessous illustrent deux variables corrélées, soit la variation annuelle du taux de chômage en Alberta par rapport au taux de chômage dans trois provinces canadiennes (la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec) et la variation annuelle des soldes migratoires interprovinciaux de chacune de ces provinces par rapport à l'Alberta.

Comme on peut le constater, quand le taux de chômage augmente en Alberta par rapport à celui d'une province donnée, le solde migratoire de cette province progresse⁴. En 2015, tel qu'indiqué plus haut, les prix du pétrole ayant baissé de plus de 40 % par rapport à l'année précédente, l'activité économique de l'Alberta a ralenti, et le marché de l'emploi a fait de même. L'écart de chômage entre l'Alberta et la plupart des autres provinces a donc considérablement diminué. Dans ce contexte, les tendances en matière de flux migratoires interprovinciaux devraient s'inverser d'ici la fin de 2015 et en 2016, comme on peut le voir sur les graphiques ci-dessous. Cette détérioration des flux migratoires risquent de peser sur l'économie de l'Alberta puisqu'ils devraient se traduire par une baisse des dépenses de logement, de la consommation et des recettes fiscales.

³ Les statistiques sur les postes vacants ne sont compilées que depuis le début de 2011.

⁴ Il convient de garder à l'esprit qu'une progression du flux net de migrants ne se traduit pas forcément par un solde migratoire interprovincial positif. En fait, les familles en provenance d'autres provinces qui choisissent de s'établir en Alberta restent plus nombreuses que celles qui entreprennent le chemin inverse.

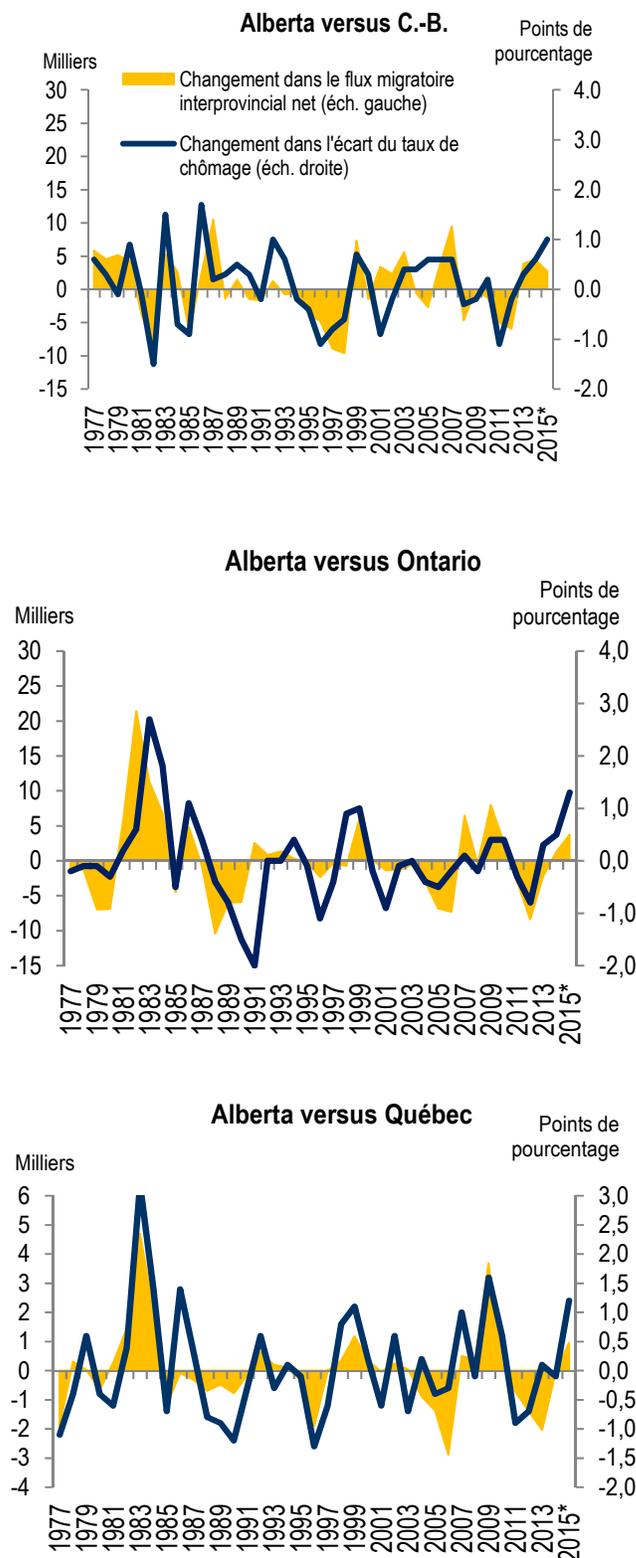
Cette fluidité du marché de l'emploi joue un rôle essentiel dans le scénario d'adaptation de la Banque du Canada, dans la mesure où elle permet aux travailleurs qualifiés de pourvoir aux postes vacants de plus en plus nombreux en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec, ce qui contribue au maintien du taux de chômage national autour de son niveau actuel (7,0% en juin 2014; 7,1% en septembre 2015).

En conclusion, depuis le début du choc pétrolier, l'économie canadienne a créé plus de 200 000 emplois à temps plein. Cela semble indiquer que, malgré la modeste récession enregistrée au cours de la première moitié de 2015, le marché de l'emploi se porte bien. Toutefois, il faut analyser les dynamiques régionales pour commencer à distinguer les « adaptations complexes » auxquelles l'économie canadienne doit faire face.

L'étude des tendances récentes en matière de créations d'emplois, de taux de chômage et de postes vacants montre que les pôles de développement économique sont en train de se déplacer au Canada. Ces changements jettent à leur tour les bases d'une modification des schémas migratoires interprovinciaux. L'écart de chômage entre les grandes provinces et l'Alberta tendant à diminuer, celle-ci devrait attirer moins de travailleurs cette année et la suivante. Il s'agit des premiers signes qui montrent que la « redistribution de la main-d'œuvre et du capital entre les secteurs et les régions » est bel et bien en marche après le choc pétrolier. La confirmation de ce phénomène de redistribution est au centre du scénario économique de base de la Banque du Canada et vient appuyer l'orientation actuelle de la politique monétaire.

Dominique Lapointe | Économiste
514 350-2924 | LapointeD@vmlb.ca

Figure 7 – Flux migratoires nets interprovinciaux et taux de chômage



Source: Statistique Canada, VMLB Rech. écon. et stratégie

Prévisions nord-américaines

Canada																
							Moyenne annuelle					4 ^e trim./4 ^e trim.				
	2014T3	2014T4	2015T1	2015T2	2015T3	2015T4	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
PIB réel	3,2	2,2	-0,8	-0,5	2,7	2,2	2,0	2,4	1,2	2,0	2,2	2,7	2,5	0,9	2,2	2,3
Consommation des ménages	2,7	2,1	0,5	2,3	2,4	2,2	2,5	2,7	2,0	2,3	2,5	2,8	2,6	1,9	2,3	2,5
Investissement des entreprises	4,5	0,1	-17,7	-12,7	-6,7	2,2	1,4	-0,2	-7,5	0,7	4,2	0,1	0,2	-9,0	3,7	4,7
Bâtiments non résidentiels	0,9	-1,7	-23,5	-8,8	-7,5	1,0	5,0	-0,1	-9,1	0,7	5,1	1,8	-0,4	-10,2	4,2	5,6
Machines et matériel	10,2	-2,5	-6,2	-17,1	-12,0	3,0	-1,7	1,0	-5,4	-0,3	3,2	-1,9	2,8	-8,4	3,1	3,7
Construction résidentielle	11,8	0,3	3,5	1,3	2,5	3,0	-0,4	2,7	3,7	0,3	-0,1	0,0	4,8	2,6	-1,8	2,4
Dépenses gouvernementales	-0,9	1,7	0,6	1,5	0,6	1,2	0,1	-0,3	0,9	0,7	0,6	-0,4	0,3	1,0	0,6	0,6
Exportations	8,4	-1,7	-1,4	0,4	10,0	2,8	2,0	5,4	3,1	3,6	3,0	3,6	6,4	2,9	3,0	3,0
Importations	4,2	1,6	-1,4	-1,5	1,1	1,6	1,3	1,8	0,9	1,8	2,4	1,7	2,7	-0,1	2,2	2,7
Inflation																
IPC global **	2,1	1,9	1,1	0,9	1,2	1,5	0,9	1,9	1,2	1,8	1,9	0,9	1,9	1,5	1,8	1,9
Indice de référence **	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	1,2	1,8	2,2	1,8	1,9	1,2	2,2	2,1	1,8	1,9
Taux de chômage (%) *	7,0	6,7	6,7	6,8	6,9	7,0	7,1	6,9	6,9	6,9	6,7	-	-	-	-	-
Emploi	0,7	1,6	0,7	0,8	0,8	0,5	1,5	0,6	0,8	0,9	1,2	1,0	0,7	0,7	1,1	1,2
Mises en chantier (milliers)	199	184	175	193	213	200	188	189	195	175	179	-	-	-	-	-
PIB nominal	4,4	0,4	-2,6	0,8	3,5	3,9	3,4	4,3	1,0	4,0	4,1	3,8	3,8	1,4	4,6	3,8

* taux moyen de la période; ** variation annuelle en %

Mise-à-jour : novembre 2015

Prévisions financières

	13T2	13T3	13T4	14T1	14T2	14T3	14T4	15T1	15T2	15T3	15T4	16T1	16T2	16T3	16T4
Canada															
Taux cible du financement à un jour	1,00	0,75	0,75	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50						
Bons du Trésor 3 mois	1,02	0,98	0,91	0,90	0,94	0,92	0,91	0,55	0,58	0,43	0,45	0,45	0,45	0,45	0,50
Obligations 2 ans	1,22	1,19	1,13	1,07	1,10	1,13	1,01	0,51	0,49	0,53	0,50	0,60	0,65	0,70	0,75
Obligations 5 ans	1,80	1,86	1,95	1,71	1,53	1,63	1,34	0,77	0,81	0,81	1,10	1,25	1,35	1,50	1,60
Obligations 10 ans	2,44	2,54	2,77	2,46	2,24	2,15	1,79	1,36	1,68	1,45	1,90	2,15	2,30	2,45	2,60
Obligations 30 ans	2,89	3,07	3,24	2,96	2,78	2,67	2,33	1,99	2,31	2,21	2,60	2,80	2,90	3,05	3,20
États-Unis															
Taux cible des fonds fédéraux*	0,25	0,50	0,75	0,75	1,00	1,00									
Bons du Trésor 3 mois	0,04	0,02	0,07	0,05	0,04	0,02	0,04	0,03	0,01	0,00	0,35	0,60	0,65	0,90	0,95
Obligations 2 ans	0,36	0,33	0,38	0,44	0,47	0,58	0,67	0,56	0,64	0,64	1,00	1,25	1,30	1,40	1,45
Obligations 5 ans	1,41	1,39	1,75	1,73	1,62	1,78	1,65	1,37	1,63	1,37	1,80	2,15	2,40	2,55	2,65
Obligations 10 ans	2,52	2,64	3,04	2,73	2,53	2,52	2,17	1,94	2,35	2,06	2,50	2,70	2,85	3,05	3,25
Obligations 30 ans	3,52	3,69	3,96	3,56	3,34	3,21	2,75	2,54	3,11	2,87	3,25	3,40	3,60	3,75	3,90
Dollar canadien (\$É.-U./\$C)	0,95	0,97	0,94	0,90	0,94	0,89	0,86	0,79	0,80	0,75	0,75	0,75	0,74	0,74	0,77
Euro (\$É.-U./Euro)	1,30	1,35	1,38	1,38	1,37	1,26	1,21	1,07	1,12	1,12	1,05	---	---	---	1,00
Indice boursier S&P 500	1606	1682	1848	1872	1960	1972	2059	2068	2063	1920	2200	---	---	---	2300
Indice boursier TSX	12129	12787	13622	14335	15146	14961	14632	14902	14553	13307	14500	---	---	---	15500
Pétrole WTI (US\$/baril)	96,6	102,4	98,2	101,6	106,1	91,2	53,5	47,7	59,5	45,1	52,0	---	---	---	75,0

Données de fin de trimestre et moyennes annuelles

Mise à jour: novembre 2015 * borne supérieure de la fourchette ciblée pour le taux directeur de la Fed

Revue des marchés : Obligations et devises

INTERNATIONAL

Rendements des obligations à 2 ans

	Rendement (%)					
	22-oct-15	-1 sem.	-4 sem.	1 trimestre	- 1 an	01-janv-15
États-Unis	0,63	0,60	0,72	0,70	0,39	0,67
Canada	0,52	0,54	0,51	0,43	1,01	1,00
Écart É-U - Canada	0,11	0,06	0,21	0,27	-0,62	-0,33
Allemagne	-0,32	-0,26	-0,24	-0,22	-0,04	-0,10
France	-0,26	-0,21	-0,18	-0,17	0,03	0,00
Portugal	0,26	0,29	0,36	-0,20	0,52	0,44
Espagne	0,02	0,06	0,16	0,12	0,50	0,47
Belgique	-0,26	-0,20	-0,18	-0,19	0,02	-0,04
Pays-Bas	-0,30	-0,24	-0,21	-0,20	0,02	-0,04
Italie	0,04	0,09	0,14	0,14	0,65	0,52
Suisse	-0,75	-0,78	-0,73	-0,81	-0,06	-0,24
Royaume-Uni	0,52	0,54	0,56	0,63	0,69	0,44
Australie	1,81	1,79	1,86	1,91	2,48	2,21
Japon	0,01	0,00	0,01	0,01	0,02	-0,02

INTERNATIONAL

Rendements des obligations à 10 ans

	Rendement (%)					
	22-oct-15	-1 sem.	-4 sem.	1 trimestre	- 1 an	01-janv-15
États-Unis	2,04	2,04	2,17	2,28	2,29	2,15
Canada	1,45	1,44	1,53	1,50	2,00	1,77
Écart É-U - Canada	0,59	0,60	0,64	0,78	0,29	0,38
Allemagne	7,63	8,11	8,54	11,86	7,46	0,52
France	0,84	0,86	0,97	1,03	1,30	0,81
Portugal	1,62	1,80	2,02	1,95	2,20	2,55
Espagne	1,62	1,80	2,02	1,95	2,20	1,57
Belgique	0,80	0,89	0,96	1,05	1,23	1,00
Pays-Bas	0,67	0,74	0,83	0,91	1,05	0,65
Italie	1,46	1,65	1,81	1,90	2,50	1,88
Suisse	-0,27	-0,20	-0,09	0,01	0,47	0,37
Royaume-Uni	1,80	1,78	1,84	2,00	2,25	1,75
Australie	2,63	2,56	2,69	2,86	3,26	2,84
Japon	0,31	0,32	0,32	0,41	0,48	0,33

PROVINCES

Rendements des obligations à 10 ans

	Rendement 16-oct-15	Écarts (p.b.) contre Canada				
		16-oct-15	-1 sem.	-4 sem.	1 trimestre	- 1 an
Canada	1,47					
Alberta	2,47	100,0	101,5	91,0	73,0	67,0
Colombie-Britannique	2,39	92,0	93,0	84,0	70,0	67,0
Île-du-Prince-Édouard	2,72	125,0	126,0	112,0	95,0	94,0
Manitoba	2,57	110,0	111,0	98,0	83,0	79,0
Nouveau-Brunswick	2,59	112,0	113,0	102,0	89,0	89,0
Nouvelle-Ecosse	2,56	109,0	110,0	98,0	84,0	87,0
Ontario	2,47	100,0	101,0	91,0	77,0	85,0
Québec	2,50	103,0	104,0	94,0	78,0	89,0
Saskatchewan	2,47	100,0	101,5	91,0	72,0	67,0
Terre-Neuve & Labrador	2,67	120,0	121,0	109,0	93,0	87,0

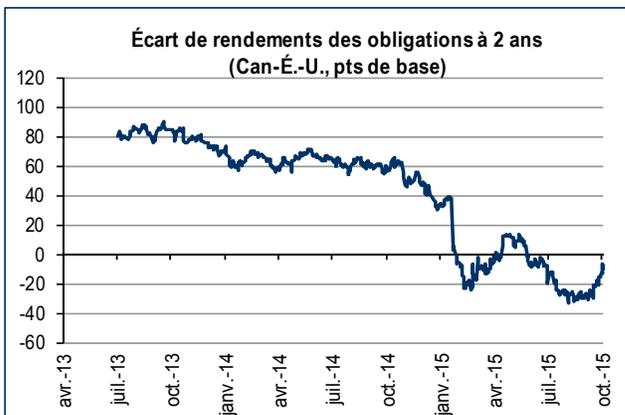
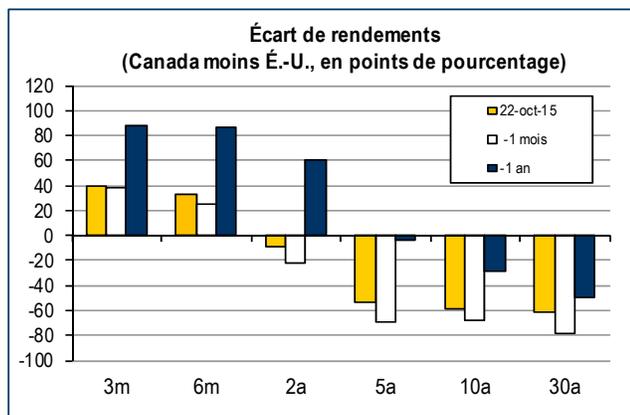
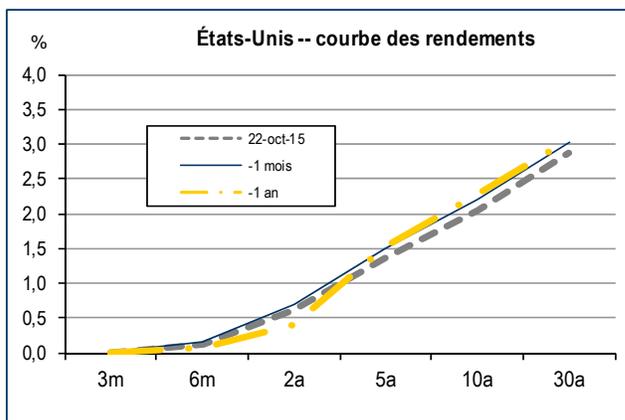
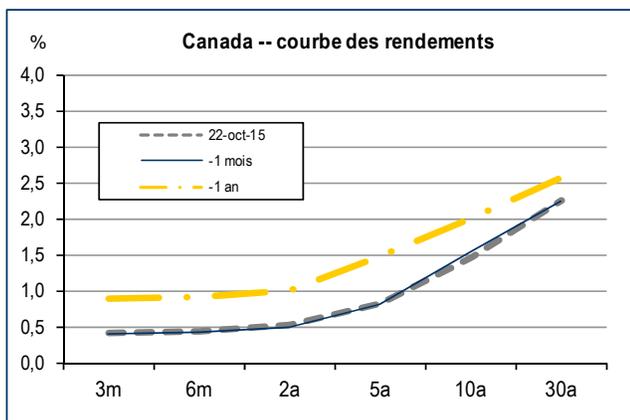
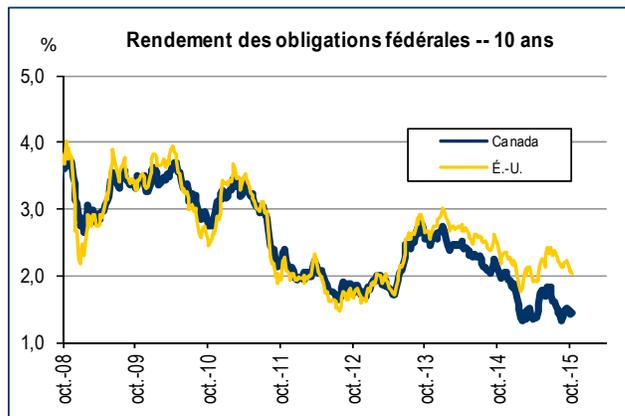
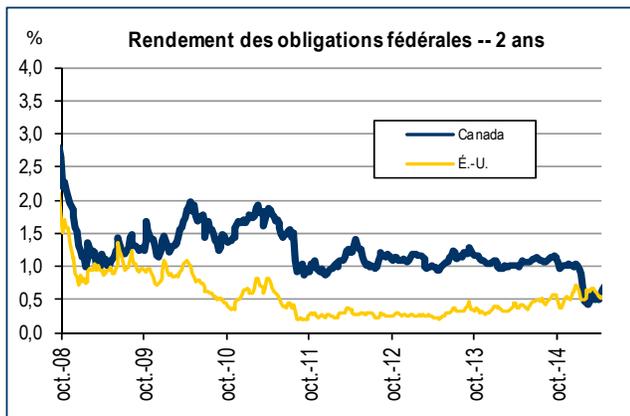
Devises

DEVISES

	Devises					
	22-oct-15	-1 sem.	-4 sem.	1 trimestre	- 1 an	01-janv-15 (var. %)
Canada (USD/CAD)	1,31	1,29	1,33	1,30	1,12	11,8
Canada (CAD/USD)	0,76	0,78	0,75	0,77	0,89	-10,6
Australie (dollar australien/US\$)	0,72	0,73	0,70	0,74	0,88	12,8
Royaume-Uni (US\$/£)	1,54	1,55	1,52	1,55	1,60	-0,4
Japon (Yen/US\$)	119,7	118,4	119,9	123,8	107,3	-0,3
Euro (US\$/Euro)	1,11	1,13	1,12	1,10	1,26	-8,5
Peso mexicain (Peso/US\$)	0,06	0,06	0,06	0,06	0,07	11,4
Réal brésilien (Real/US\$)	0,26	0,25	0,25	0,30	0,40	46,1
Yuan chinois (Yuan/US\$)	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16	2,4

Tableau mis à jour en date du : 2015-10-26

Revue des marchés : Graphiques sur le revenu fixe



Revue des marchés : Bourses et matières premières

Sommaire des marchés boursiers

	Niveau			Variation (%)				
	oct-22-15	Haut 52 sem.	Bas 52 sem.	(-1S)	(-4S)	(-13S)	(-52S)	1-Jan-15
Canada								
S&P/TSX	13 878	15 451	13 005	0,4	4,0	-2,7	-4,2	-5,5
S&P/TSX 60	815	901	764	0,5	4,0	-2,9	-2,8	-5,0
S&P/TSX Small Cap Index	521	617	479	-2,1	4,4	-3,5	-14,2	-10,6
États-Unis								
S&P 500	2 053	2 131	1 868	1,4	6,2	-2,4	5,2	-0,3
Dow Jones	17 489	18 312	15 666	2,0	7,9	-1,4	4,9	-1,9
Nasdaq	4 920	5 219	4 453	1,0	3,9	-4,4	10,5	4,0
International								
Royaume-Uni - FTSE 100	6 376	7 104	5 899	0,6	7,0	-4,2	-0,7	-2,8
Allemagne - DAX	10 492	12 375	8 903	4,2	11,3	-8,9	16,0	7,3
France - CAC 40	4 802	5 269	4 005	2,7	10,5	-5,6	15,5	12,7
Japon - Nikkei 225	18 436	20 868	15 139	1,9	4,9	-10,9	21,8	5,8
Hong Kong - Hang Seng	22 845	28 443	20 557	-0,2	8,3	-10,1	-2,1	-3,7
Russie - RST	876	1 099	629	-0,1	13,8	-1,0	-15,5	12,8
Australie - ASX All Ordinaries	5 300	5 955	4 958	0,6	3,9	-5,0	-1,3	-1,9
Brésil - Bovespa	47 772	58 052	43 957	1,3	5,5	-4,1	-5,8	-2,5

Performance sectorielle du S&P/TSX

	Niveau			Variation (%)				
	oct-22-15	Haut 52 sem.	Bas 52 sem.	(-1S)	(-4S)	(-13S)	(-52S)	1-Jan-15
S&P/TSX	13 878	15 451	13 005	0,4	4,0	-2,7	-4,2	-5,5
Énergie	184	267	155	-2,0	10,6	0,6	-30,3	-17,3
Matériaux de base	183	251	156	-1,4	9,4	0,3	-17,3	-16,3
Produits industriels	181	191	153	3,2	4,0	-1,7	18,7	5,8
Produits de consommation discrétionnaire	178	200	161	2,0	7,1	0,4	-6,6	-7,7
Produits de consommation de base	496	496	369	3,2	3,9	4,3	34,7	13,0
Soins de santé	103	157	95	-8,4	-22,8	-32,0	6,5	-1,5
Services financiers	244	263	222	2,8	6,3	0,9	-1,6	-3,8
Technologies de l'information	51	56	41	2,0	1,7	0,3	24,9	6,2
Services de télécommunications	142	142	121	4,2	7,5	7,1	16,9	9,8
Services publics	222	242	199	3,1	6,7	3,5	2,1	-2,5

Matières premières

	Niveau			Variation (%)				
	oct-22-15	Haut 52 sem.	Bas 52 sem.	(-1S)	(-4S)	(-13S)	(-52S)	1-Jan-15
Londres -- Or (US\$/once)	1167,10	1295,75	1080,80	1184,25	1154,50	1097,40	1232,75	1189,00
Londres -- Argent (US\$/once)	15,88	18,41	14,11	16,17	15,15	14,72	17,20	15,75
Cuivre (US\$/LB)	2,38	3,11	2,25	2,43	2,31	2,39	3,05	2,84
Pétrole brut (West Texas Int.) (US\$/baril)	45,38	82,81	38,22	46,38	44,94	48,45	82,81	53,45
Gaz naturel (Henry Hub) (US\$/MMBTU)	2,44	4,41	2,26	2,32	2,56	2,91	3,60	3,00

Mise à jour:
2015-10-26

Calendrier des principaux indicateurs économiques

INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

SEMAINE DU 26 OCTOBRE 2015

Canada

Date	Heure	Publication	Unité	Pour la période de :	VMBL *	Consensus	Précédent
oct 29	08:30	Commerce de gros	M/M	septembre	-	-	-0,3%
oct 29	08:30	Commerce de gros	M/M	septembre	-	-	-6,6%
oct 30	08:30	Produit intérieur brut PIB	M/M	août	0,0%	0,1%	0,3%

* Prévisions de Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Le consensus résulte de la médiane du sondage effectué par Bloomberg L.P. 23/10/2015

États-Unis

Date	Heure	Publication	Unité	Pour la période de :	VMBL *	Consensus	Précédent
oct 26	10:00	Ventes de maisons neuves	Milliers	septembre	-	545,0	552,0
oct 26	10:00	Ventes de maisons neuves	M/M	septembre	-	-1,3%	5,7%
oct 27	08:30	Commandes de biens durables	M/M	septembre	-	-1,2%	-2,3%
oct 27	08:30	Commandes de biens durables ex. transport	M/M	septembre	-	0,0%	-0,2%
oct 28	14:00	Décision du FOMC	-	28 oct	0,25%	0,25%	0,25%
oct 29	08:30	Nouvelles demandes d'assurance-chômage	Thousands	24 oct	-	-	259,0
oct 29	08:30	PIB (annualisé)	T/T	3Q A	-	1,7%	3,9%
oct 29	08:30	Indice des prix du PIB	Q/Q	3Q A	-	1,4%	2,1%
oct 29	08:30	Déflateur des dépenses de consommation (PCE Core)	T/T	3Q A	-	1,4%	1,9%
oct 30	08:30	Revenus personnels	M/M	septembre	-	0,2%	0,3%
oct 30	08:30	Dépenses de consommation des particuliers	M/M	septembre	-	0,2%	0,4%
oct 30	08:30	Déflateur des dépenses de consommation (PCE Core)	M/M	septembre	-	0,2%	0,1%
oct 30	08:30	Déflateur des dépenses de consommation (PCE Core)	A/A	septembre	-	1,4%	1,3%
oct 30	09:55	Indice de confiance de l'U. du Michigan	-	Oct F	-	92,5	92,1

Le consensus résulte de la médiane du sondage effectué par Bloomberg L.P. 23/10/2015

Indicateurs économiques nord-américains

CANADA

Période	Chang. mens. (en % ou niveau)		Changement cumulatif		
	Courant	Précédent	- 3 mois	- 1 an	
Produit intérieur brut (PIB)	juillet	0,3%	0,4%	0,6%	0,8%
Livraisons manufacturières	juillet	1,7%	1,7%	4,0%	-2,7%
Mises en chantier (milliers) *	août	215	192	198	181
Ventes au détail	juillet	0,6%	0,4%	1,9%	1,9%
Balance commerciale (M\$) *	juillet	-648	-542	-2 507	2 052
Création d'emploi (milliers) **	septembre	12	12	12	193
Taux de chômage *	septembre	7,1	7,0	6,8	6,6
Salaires (taux horaire moyen)***	septembre	3,0%	3,4%	3,1%	1,2%
Inflation globale	septembre	1,0%	1,2%	0,9%	2,3%
Inflation ex. aliments et énergie	septembre	2,2%	2,2%	2,2%	2,3%
Prix des produits industriels	août	-0,3%	0,7%	1,0%	-0,4%
Prix des produits industriels ex. énergie	août	0,4%	1,0%	1,8%	4,0%

ÉTATS-UNIS

Période	Chang. mens. (en % ou niveau)		Chang. cumulatif		
	Courant	Précédent	- 3 mois	- 1 an	
ISM - manufacturier *	août	51,1	52,7	52,8	58,1
ISM - non-manufacturier *	août	59,0	60,3	55,7	58,1
Production industrielle *	août	107,3	107,4	106,7	106,1
Taux d'utilisation des capacités de production *	août	77,8	78,0	77,6	78,2
Confiance des consommateurs *	septembre	87,2	91,9	96,1	84,6
Ventes au détail	août	0,0%	0,8%	0,7%	2,0%
Balance commerciale (M\$) *	juillet	-41 807	-45 205	-42 258	-41 275
Mises en chantier (' 000) *	août	1 132	1 152	1 072	966
Vente de maisons existantes	août	-5,0%	1,8%	-0,4%	6,0%
Prix médian des maisons existantes	août	-1,4%	-1,9%	-0,2%	4,6%
Création d'emplois non-agricoles (' 000) **	août	136	223	604	2860
Taux de chômage *	août	5,1	5,3	5,3	5,9
Salaires (taux horaire moyen)***	août	1,9%	1,9%	2,0%	2,5%
Inflation globale	août	0,2%	0,2%	-0,1%	1,7%
Inflation excluant aliments et énergie	août	1,8%	1,8%	1,7%	1,7%
Prix des produits industriels finis	août	-0,5%	-0,1%	0,2%	-2,9%
- excluant aliments et énergie	août	-0,1%	0,1%	0,5%	2,1%

* niveau, ** changement depuis 1 mois, 3 mois et 1 an, *** changement annuel en %

Tableau mis à jour en date du :

2015-10-26

Le présent document est publié à titre d'information seulement. Il ne doit pas s'interpréter comme un guide de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'achat des titres qui y sont mentionnés. L'auteur est au service de Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL), une filiale en propriété exclusive de la Banque Laurentienne du Canada. L'auteur a pris toutes les mesures usuelles et raisonnables pour vérifier que les renseignements qui y figurent sont tirés de sources considérées comme fiables et que les procédures utilisées pour les résumer et les analyser sont fondées sur les pratiques et les principes reconnus dans le secteur des placements. Toutefois, les forces du marché sous-jacentes à la valeur des placements peuvent évoluer de façon soudaine et importante. Par conséquent, ni l'auteur ni VMBL ne peuvent donner quelque garantie que ce soit en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité de l'information, de l'analyse et des opinions qui y figurent ou leur utilité ou pertinence dans une situation donnée. Vous ne devriez pas effectuer de placement ni procéder à une évaluation de portefeuille ou à une autre opération en vous fondant sur le présent document, mais devriez au préalable contacter votre conseiller en placement, qui peut analyser les facteurs pertinents à un placement ou à une opération proposés. VMBL et l'auteur se dégagent de toute responsabilité de quelque nature que ce soit à l'égard de tout préjudice découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu contrairement à la présente clause. Le présent rapport, incluant l'information, les opinions et les conclusions, en totalité ou en partie, ne peut être distribué, publié, mentionné ou reproduit sans le consentement écrit préalable de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.